



A4 Partners

Immeuble D1
66, Avenue des Champs-Élysées
75008 PARIS
Tel. +33 (0)1 55 74 69 69
www.groupea4.com

Rapport du Commissaire aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2024

FONDS DE DOTATION

POUR UN SPORT PROPRE

Fonds de dotation

8 rue Auber

75009 Paris

A 4 Partners est membre du Groupe A4.

A4 Partners est membre du Groupe A4 - Société de Commissariat aux Comptes inscrite à PARIS
SAS au capital de 60 000 euros - RCS PARIS 484 214 291 - TVA intracommunautaire FR82484214291

© 2024 Groupe A4

FONDS DE DOTATION POUR UN SPORT PROPRE

Fonds de dotation

8 rue Auber

75009 Paris

Au Conseil d'Administration du FONDS DE DOTATION POUR UN SPORT PROPRE,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons établi en date du 15 mai 2025, un rapport dit « de carence » dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder au contrôle des comptes annuels et du rapport d'activité, ceux-ci n'ayant pas été établis dans les délais prévus par loi.

Ces derniers nous ayant été communiqués en date du 26 juin 2025, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels du FONDS DE DOTATION POUR UN SPORT PROPRE relatifs à l'exercice clos du 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de Dotation à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le Conseil d'Administration relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité du Fonds de Dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de Dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

6. Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de Dotation.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 27 juin 2025

A 4 Partners

Commissaire aux Comptes



Marc LUCCIONI
Associé

Annexe

Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation, et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de Dotations à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude, ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



**FONDS POUR
UN SPORT
PROPRE**

COMPTES ANNUELS 2024

1^{er} janvier 2024 – 31 décembre 2024

Bilan

Fonds de dotation pour un sport propre - Période du 01/01/2024 au 31/12/2024 (document généré le 20/06/2025)

Actif

	Brut	Amortissements / dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF CIRCULANT				
TIERS				
Débiteurs divers et créditeurs divers				
467001 - Dotation appelée non versée	120 000,00		120 000,00	
COMPTES FINANCIERS				
Banques, établissements financiers et assimilés				
512001 - Banques - Crédit mutuel compte courant	31 345,66		31 345,66	146 004,50
Total actif circulant	151 345,66		151 345,66	146 004,50
Total Actif	151 345,66		151 345,66	146 004,50

Passif

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAUX		
Capital et réserves		
108000 - Dotations consommables	270 000,00	150 000,00
108900 - Dotations consommables inscrites au compte de résultat	-134 059,34	-24 287,66
Total capitaux propres	135 940,66	125 712,34
DETTES		
TIERS		
Fournisseurs et comptes rattachés		
401000 - Fournisseurs	15 405,00	20 292,16
Total dettes	15 405,00	20 292,16
Total Passif	151 345,66	146 004,50

Compte de résultat

Fonds de dotation pour un sport propre - Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

	PERIODE EN COURS	N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
753200 - Quotes-parts de dotation consommable virée au compte de résultat	109 771,68	21 370,16
Total	109 771,68	21 370,16
CHARGES D'EXPLOITATION		
604000 - Achats d'études et prestations de services	-83 500,32	0,00
610100 - Prestations AFLD	-9 089,00	-8 334,16
613000 - Locations (ex : matériel, salle, équipements)	-252,00	0,00
622000 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	-4 434,36	0,00
627100 - Frais bancaires Crédit mutuel	-180,00	-33,00
657100 - Subventions projets éducation	-12 316,00	-13 003,00
Total	-109 771,68	-21 370,16
RESULTAT D'EXPLOITATION	0,00	0,00
PRODUITS FINANCIERS		
Total	0,00	0,00
CHARGES FINANCIERES		
Total	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER	0,00	0,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Total	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total	0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		
Total	0,00	0,00
AUTRES CHARGES		
Total	0,00	0,00
RESULTAT AUTRES PRODUITS ET CHARGES	0,00	0,00
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Total	0,00	0,00
EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Total	0,00	0,00
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	0,00	0,00

	PERIODE EN COURS	N-1
Total	0,00	0,00

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024

1. Objet social du Fonds

Le fonds de dotation pour un sport propre a été créé le 5 juillet 2022 par l'Agence française de Lutte contre le dopage (l' « AFLD ») et la Caisse fédérale du Crédit Mutuel et Caisses affiliées (« Fondateurs initiaux »). Son siège social est situé au 8 rue Auber à Paris (75009) dans les locaux de l'AFLD.

Le Fonds a pour objet de favoriser, soutenir et développer, directement ou indirectement, des activités d'intérêt général, en France ou à l'étranger, à caractère social, culturel, éducatif, sportif, concourant à la mise en valeur et à la diffusion d'un sport propre, intègre et responsable, notamment de :

- participer à la protection de la santé des sportifs et de l'intégrité des compétitions ainsi qu'à la promotion d'une pratique sportive saine et sans dopage comme enjeu de santé publique ;
- participer à la lutte contre le dopage animal et à la préservation du bien-être des animaux ;
- développer, soutenir et valoriser des programmes de prévention, d'éducation et de communication à destination de tous les acteurs du sport français, qu'ils évoluent dans le cadre du sport de haut-niveau, du sport professionnel, du sport amateur, du sport scolaire ou universitaire, du sport en entreprise mais également à destination plus largement du grand public et de notre jeunesse ;
- développer, soutenir et valoriser des programmes de recherche et développement ainsi que des projets scientifiques de toute nature dans les domaines de l'intégrité du sport et de la lutte contre le dopage ;
- valoriser à l'international les programmes et actions des acteurs français en matière de prévention, d'éducation, de communication et de recherche dans les domaines de l'intégrité du sport et de la lutte contre le dopage.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Parmi les projets dont le financement a été approuvé en avril 2023 par le conseil d'administration, deux projets ont été concrétisés en 2024 pour un montant total de subvention utilisée de 3 545 euros.

En avril 2024, le fonds a décidé de financer cinq projets sur les dix projets reçus à la suite d'un appel à projets lancé en novembre 2023. Le montant total des subventions allouées pour ces cinq projets s'élève à 20 500 euros. Le fonds a également subventionné la conception graphique de kits pédagogiques développés par l'AFLD pour un coût global de 3 816 euros en 2024.

Les subventions sont dues au fur et à mesure de l'avancement des projets soutenus, selon des critères fixés par voie conventionnelle. Selon ces critères, le montant effectivement dû au titre de l'exercice s'élève à 12 316 euros.

Par ailleurs, le fonds de dotation a développé le projet Boostshop utilisant la technologie de la réalité augmentée pour sensibiliser le grand public et notamment un public de jeunes adultes aux précautions à prendre dans le cadre de la consommation de compléments alimentaires et de proposer des alternatives. Le coût global pour développer ce projet s'élève à 83 500 euros.

La dotation consommable 120 000 euros (cf. point 5 de l'annexe) accordée par le Crédit Mutuel a permis le financement de ce projet et pourra également financer des actions de communication qui lui sont liées.

3. Moyens mis en œuvre

L'AFLD met à disposition du Fonds des moyens (locaux, frais généraux, secrétariat), qui font, dans leur intégralité, l'objet d'une facturation encadrée par une convention, pour un montant de 9 089 euros en 2024.

4. Principes et méthodes

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant :

- du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;
- du règlement n° 2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 et de ses règlements modificatifs ultérieurs lorsqu'applicable à l'entité.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Importance relative ;
- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des règles et procédures d'un exercice à l'autre.

Les postes d'actif et de passif du bilan ainsi que les postes de charges et de produits au compte de résultat sont inscrits sans compensation.

Conformément à l'article Art. 410-2, une rubrique ou un poste du bilan, du compte de résultat ou d'un tableau de l'annexe qui ne comporte aucun montant, ni pour le présent exercice, ni pour l'exercice précédent n'est pas mentionné.

5. Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant.

Crédit mutuel Alliance fédérale a souscrit en 2024 un engagement de versement d'une dotation consommable de 120 000 euros au cours de l'année 2024, qui a été inscrite au bilan. Le paiement est intervenu le 23 juin 2025.

6. État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Toutes les dettes figurant au passif (15 405 euros) sont à moins d'un an.

7. Contributions volontaires en nature

Contrairement à l'exercice précédent, aucune activité n'a été réalisée dans le cadre de la convention Altice signée le 16 juin 2023. Aucune autre contribution en nature n'a été identifiée.

8. Fonds dédié

Aucun fonds dédié n'a été identifié